L'Etat ouvre son porte-monnaie pour sauver les entreprises. L'occasion d'un tournant social et écologique? Questions à Sergio Rossi, professeur ordinaire de macroéconomie et économie monétaire à l'Université de Fribourg.

« Il faut repenser l'économie »

SERVICES PUBLICS . INTERVIEW
VALDEMAR VERISSIMO . PHOTO

L'Etat engage des sommes massives pour l'économie privée. Une contradiction avec les politiques d'austérité menées depuis des années?

Sergio Rossi – La contradiction est évidente. Les élites financières, les milieux patronaux ainsi que les dirigeants d'entreprise considèrent que l'Etat est à leur service. Quand l'économie et la finance vont bien, ces parties prenantes prétendent «moins d'Etat et plus de marché», c'est-à-dire que l'Etat doit réduire sa voilure et se limiter à vérifier que les «conditions-cadre» sont respectées pour mener à bien le jeu de l'offre et de la demande sur le «libre marché».

Quand la situation économique et financière tourne dans le mauvais sens, les mêmes exigent que l'Etat intervienne aussitôt pour les aider à surmonter les périodes de stress, comme lors d'une crise financière ou d'une crise économique sur le plan global.

Le Conseil fédéral ne prévoit aucune mesure directe pour soutenir les salarié-e-s appauvri-e-s par la crise. Ne manque-t-il pas un élément dans son équation économique?

Tout à fait. La pensée dominante sur le plan économique se focalise sur l'offre et néglige, voire ignore, la demande sur le marché des produits. Les outils déployés par le Conseil fédéral face à cette crise se caractérisent par leur prétendu impact sur l'offre, étant donné qu'ils visent essentiellement les entreprises et ignorent la nécessité de soutenir et relancer la demande sur le marché des produits. Or, aucune entreprise ne va produire si elle ne s'attend pas une demande pour ses biens ou services. Le seul outil agissant sur la demande qui a été mis en place est l'extension du chômage partiel et les APG pour les indépendant-e-s. Or cet outil n'est pas suffisamment pointu, car le montant que le Conseil fédéral a alloué pour celui-ci, ainsi que le pourcentage du salaire versé aux travailleurs, ne leur permettront pas de garder le même niveau de vie qu'ils avaient auparavant.

De surcroît, le cautionnement des prêts aux entreprises ne va pas relancer les activités de production: une grande partie des entreprises ne va pas emprunter des crédits bancaires même si leur taux d'intérêt est zéro, si elles n'envisagent pas de réussir à écouler leur production. Par ailleurs, une partie de ces prêts pourrait être utilisée pour acheter des titres financiers, afin pour les entreprises de gagner sur les marchés financiers ce qu'elles n'arrivent plus à gagner par la vente de leurs biens et services. Le niveau d'emploi, dès lors, va baisser, tandis que la fragilité financière des entreprises et des banques va augmenter de manière problématique pour la stabilité du système économique.

Les recettes fiscales vont reculer. Comment éviter de nouveaux programmes d'économies?

Il faudrait prélever un impôt «Covid-19» sur les très gros revenus ainsi que sur les patrimoines très élevés, notamment ceux qui tournent de manière autoréférentielle sur les marchés financiers sans contribuer au soutien des activités économiques dans l'intérêt général de la population.

Il faudrait de surcroît que la Confédération prélève un micro-impôt sur les transactions électroniques, notamment celles sur les marchés financiers, qui en l'état ne sont pas soumises à la TVA, afin de récolter les sommes nécessaires pour soutenir l'économie nationale et les travailleurs durement touchés par la crise. Avec un taux de 0,1%, ce micro-impôt permettrait de récolter environ 60 milliards de francs durant neuf mois, permettant ainsi à la Confédération de financer les dépenses publiques nécessaires pour relancer l'économie, sans devoir faire appel à l'endettement ni renforcer les politiques d'austérité.

Avant la pandémie, des mobilisations mondiales dénonçaient les inégalités croissantes et la destruction de l'environnement. La crise peut-elle être l'occasion de résoudre ces déséquilibres?

Oui, absolument. La distribution du revenu et de la richesse est devenue de plus en plus inéquitable avec l'avènement du paradigme néolibéral, sans aucun lien avec la méritocratie: cette distribution est le résultat d'un rapport de forces, fortement déséquilibré en faveur de l'élite dominante suite à l'existence d'un chômage involontaire considérable dans nos économies.

La crise du Covid-19 va aggraver cette situation car l'explosion du chômage pèsera de manière dramatique sur la classe moyenne et la classe inférieure, permettant à la classe supérieure d'encore augmenter la part du revenu national qu'elle obtient.

Une politique budgétaire et fiscale foncièrement différente permettrait de renverser cette tendance désastreuse. Il est bon que des politicien-ne-s clairvoyant-e-s essaient d'aller dans la direction d'un *Green New Deal*, avec l'appui de la «société civile». C'est aussi l'occasion de distribuer un revenu de base inconditionnel à tout le monde, notamment à celles et ceux qui souffrent à cause de la crise économique induite par la pandémie.

Cela offre également l'occasion de repenser notre système économique et financier pour le rendre compatible avec l'environnement par des choix de production et consommation respectant le «capital naturel». La finance de marché est aussi appelée à y contribuer. Mais en l'état, ni les institutions financières, ni les autorités monétaires n'affichent leur volonté d'aller dans cette direction – faute de quoi, ni les entreprises, ni les ménages n'entameront le virage nécessaire pour aboutir à un système économique soutenable sur le plan environnemental.

Concrètement, comment entamer ce «virage vert»?

L'Etat doit donner le bon exemple. Il ne suffit pas de verser des subventions aux entreprises ou aux particuliers pour des activités économiques favorables à l'environnement. Il faut un plan d'investissements publics dans ce sens, adoptant des lois interdisant l'utilisation des énergies non renouvelables. Il faut un Etat entrepreneur.

Les Etats-Unis, par exemple, ont investi beaucoup d'argent public dans la conquête de l'espace. Internet est lui aussi le résultat de dépenses publiques importantes pour la défense nationale. Ces investissements publics ont ensuite permis aux entreprises d'augmenter leurs profits et de trouver de nouveaux débouchés sur les marchés.

Il faut également repenser la politique monétaire, pour orienter les acteurs financiers vers des activités favorables à l'environnement. La banque centrale doit se débarrasser des titres liés aux énergies non renouvelables dans son portefeuille, ainsi que de tout autre titre dont l'émetteur pollue l'environnement ou exploite les travailleurs. Elle doit investir ses avoirs uniquement dans des activités qui sont favorables à la cohésion sociale et à l'environnement. Il faudrait aussi imposer davantage les rentes financières, qui échappent en grande partie à l'imposition fiscale au détriment de la stabilité économique et financière du système. ■

Repérages

LE CERCLE VICIEUX NÉOLIBÉRAL

Des entreprises ont exporté des masques en période de pénurie, l'hôpital public a été systématiquement affaibli alors qu'il constitue le principal rempart contre la pandémie. Ces contradictions démontrent-elles les limites d'un mode de production dont la principale boussole est la rentabilité?

Sergio Rossi – C'est évident. D'un côté, la globalisation et la financiarisation des activités économiques ont poussé les entreprises – d'abord les multinationales, ensuite aussi les petites et moyennes entreprises qui ont dû faire face à la concurrence sur le plan global – à délocaliser une partie de leurs activités dans les pays où le «coût du travail unitaire» (entendez le coût du travail pour une unité d'output) est moindre.

De ce fait, la production de beaucoup de biens a été délocalisée en Chine et dans d'autres pays asiatiques, exerçant ainsi une forte pression à la baisse sur une partie importante des salaires en Europe et en Amérique du Nord. Cela s'est traduit par une diminution du pouvoir d'achat de bien des ménages occidentaux, qui a entraîné une réduction de leurs dépenses de consommation – sauf à faire appel à l'endettement pour consommer, comme l'ont fait notamment beaucoup de ménages états-uniens jusqu'à l'éclatement de la crise des subprime en 2006.

Ces phénomènes ont été aggravés récemment par la pénurie de masques, qui avaient été exportés pour profiter de l'augmentation de leurs prix de vente vers les premiers pays frappés par la pandémie. De l'autre côté, le néolibéralisme a réduit de manière évidente la capacité du secteur public à soutenir les activités économiques dans les phases de mauvaise conjoncture, voire de crise aiguë. C'est le résultat des politiques de privatisation, libéralisation et déréglementation qui ont été mises en œuvre depuis le début des années 1980.

Les activités profitables du secteur public ont ainsi été privatisées, laissant à l'Etat seulement les activités dont les coûts dépassent largement les recettes. Au vu des déficits budgétaires que cela implique nécessairement, les tenants de la pensée dominante ont alors pu facilement faire passer l'idée, devenue une véritable idéologie, que les services publics ne sont pas aussi efficients que l'économie privée et qu'il faut par conséquent réduire au minimum les dépenses publiques. Les réformes fiscales visant la baisse des barèmes d'impôts ont été l'instrument principal pour atteindre cet objectif. ■